

Causerie électorale
Table ronde sur les perspectives des élections
dans l'espace francophone
Mercredi 1^{er} avril 2026, 9 h (heure du Québec)
Compte rendu

Le 1^{er} avril 2026, les membres du Réseau des compétences électorales francophones (RECEF) se sont réunis lors de la première causerie électorale de l'année. Un peu plus de 40 participantes et participants ont pris part aux discussions animées par le secrétaire général du RECEF et directeur général des élections du Québec, Jean François Blanchet. Il y avait autant de femmes que d'hommes.

Au cours d'une table ronde, trois conférenciers ont fait part de leur expertise sur l'état de la démocratie et sur les perspectives des élections dans l'espace francophone :

- Saidou Kane, chef du pôle Démocratie de la Direction des affaires politiques et de la gouvernance démocratique à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF);
- Gabrielle Bardall, professeure adjointe de sciences politiques à l'Université Sainte-Anne, au Canada, et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les femmes, la démocratie et le pouvoir dans la Francophonie;
- Serigne Mamadou Ka, chef de l'assistance électorale par intérim de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et secrétaire permanent du Réseau des structures de gestion électorale en Afrique de l'Ouest (RESAO).

Mise en contexte

Plus de 25 ans après la [Déclaration de Bamako](#), les pratiques liées à la démocratie, aux droits et aux libertés semblent contrastées et marquées par des fragilisations dans l'espace francophone. Selon le rapport 2024 de l'Organisation internationale de la Francophonie sur [l'état des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone](#), plusieurs États connaissent une instabilité constitutionnelle et un affaiblissement de la justice constitutionnelle, ce qui limite la consolidation de l'État de droit.

Les processus électoraux, qui constituent le socle de la démocratie, demeurent un chantier prioritaire. La crédibilité des scrutins, la concurrence politique et la participation citoyenne restent des défis persistants, accentués par un certain désintérêt électoral ainsi que par des restrictions à la liberté d'expression et à la possibilité de concourir aux élections.

Au cours des dernières années, plusieurs pays francophones ont vécu des ruptures constitutionnelles, des coups d'État ou des crises institutionnelles. En 2025, le retrait du Mali, du Niger et du Burkina Faso de l'OIF a souligné les tensions entre les dynamiques internes et la coopération multilatérale.

Ces changements s'inscrivent dans une tendance mondiale de régression démocratique observée par [International IDEA](#). Cette régression est marquée par la baisse de la liberté de la presse, par l'érosion de l'État de droit et par la montée de pratiques autocratiques.

Résumé des discussions

À tour de rôle, les spécialistes se prononcent sur ce contexte en se penchant sur trois angles : l'état de situation des élections, l'inclusivité dans les élections et les perspectives d'amélioration.

D'abord, les conférenciers abordent **les ruptures démocratiques des dernières années dans plusieurs pays africains francophones ainsi que la perte de confiance envers les processus et les institutions démocratiques**. À leurs yeux, la démocratisation a été conditionnée par de multiples facteurs, comme les fractures démocratiques. Les États n'ont pas tous un parcours identique ni linéaire. Cependant, de grandes tendances méritent d'être relevées.

Dans plusieurs États, l'augmentation du PIB par habitant témoigne d'une **croissance économique**, mais les effets de cette croissance ne se font pas sentir dans la population – encore moins chez les jeunes, qui vivent une situation précaire en matière d'emploi. Une dégradation économique provoque une aggravation sécuritaire, de même que des fractures sociales entre les régions et les capitales ainsi qu'entre les acteurs politiques.

D'après une étude menée par l'Afrobaromètre dans 32 pays africains entre 2021 et 2023, la confiance envers les institutions démocratiques a reculé de 7 % au cours de la dernière décennie. Ce désenchantement s'accroît lorsque des dirigeants s'accrochent au pouvoir en utilisant des dispositions légales ou constitutionnelles. Une contradiction marquée entre la démocratie formelle et réelle contribue à ces fractures démocratiques : les élections se tiennent de façon régulière, mais le contexte ne favorise pas un jeu politique franc et démocratique. Dans certains cas, la démocratie multipartite est encore récente; elle est donc imparfaite, ce qui alimente le manque de confiance.

La distribution inégale des droits et libertés et l'absence d'alternances politiques (ou l'irrégularité dans ces alternances) aggravent l'état de la démocratie et de ses institutions.

La violence électorale et le manque de sécurité contribuent à la fragilisation des démocraties. Lorsque la **sécurité** de l'État est défaillante, nous assistons à un certain paradoxe électoral, puisque la relation entre les élections et les forces armées est ambivalente. Alors que les organismes de gestion des élections (OGE) ont pour mandat d'organiser des élections pacifiques, ils dépendent des forces armées pour assurer la sécurité. Le rôle ambigu et contradictoire des forces armées, qui peuvent à la fois être protectrices et intimidatrices, alimente le manque de confiance de la population dans les institutions et dans les élections. Les OGE doivent résoudre cette tension fondamentale et reprendre le contrôle de la sécurité électorale afin de devenir la source principale de confiance. Ces aspects sont abordés dans [Coordinating for Peace](#), une publication conjointe de madame Bardall et d'International IDEA. Elle se concentre sur la sécurité électorale protectrice et sur l'importance d'intégrer les

questions de sécurité tout au long du cycle électoral, de manière préventive plutôt que réactive.

Tout de même, la qualité des processus électoraux s'est améliorée depuis la vague de démocratisation, notamment grâce à une certaine professionnalisation des OGE. Les processus sont de plus en plus inclusifs, notamment grâce à des mesures incitatives et légales pour favoriser la participation des femmes, des jeunes et des minorités.

Les pistes de solutions pour redynamiser les démocraties et pour favoriser des jeunesses engagées, des oppositions dynamiques et des parlements paritaires font aussi partie des propos des conférenciers. L'expérience de la participation politique n'est pas la même pour toute la population et les formes de violences vécues varient selon les acteurs. Il faut donc sécuriser l'espace politique pour tous, particulièrement pour les femmes, pour les jeunes et pour les oppositions, afin que le plus de personnes possible puissent réellement jouer leur rôle au sein d'une saine démocratie. Cette sécurisation passe notamment par la formation des forces armées en matière de neutralité. Les OGE, quant à elles, doivent offrir une formation électorale sécuritaire sensible au genre et adopter des politiques de genre. L'élaboration d'une cartographie de la violence, la mise en place de mécanismes de suivi et de dénonciation des actes de violence ainsi que l'adaptation des mesures de sécurité en fonction des contextes font partie des pistes de solutions.

L'avènement d'outils numériques et la place grandissante des jeunes au sein de ces espaces virtuels doivent faire partie de l'analyse des solutions. Les trois spécialistes croient que pour redynamiser la démocratie, il faut créer des conditions pour que la population ait envie de se rendre aux urnes. Il faut aussi s'adapter aux nouvelles formes de participation.

Le renforcement de l'indépendance de la justice et de la gouvernance démocratique au sein des partis politiques fait aussi partie des solutions. Ces acteurs jouent un rôle important dans la consolidation démocratique et ils peuvent avoir un effet sur la confiance des populations envers les institutions.

La redynamisation de la démocratie et des élections doit s'inscrire dans une perspective globale du développement d'une société. Elle doit notamment tenir compte du développement économique et de la justice. Les dirigeants doivent obtenir des résultats concrets grâce à des programmes pragmatiques financés adéquatement et ils doivent rendre des comptes à la population.

Le tour de table se conclut par une **question ouverte sur les mesures concrètes qui pourraient améliorer les processus électoraux, les législations électorales ou les actions des organismes de gestion des élections.**

En plus d'assurer l'implication réelle des jeunes, d'imposer des quotas et de renforcer l'indépendance du système judiciaire, les OGE doivent utiliser l'intelligence artificielle de manière responsable. L'ère numérique et la désinformation nous amènent à prévoir des mesures pour lutter contre la désinformation. L'OGE doit être considérée comme la source

crédible d'information. Les outils comme l'intelligence artificielle doivent être utilisés de manière réfléchie.

Un cadre légal électoral faisant consensus favorise aussi la confiance. Les nominations politiques au sein des OGE minent la confiance, la crédibilité et la neutralité, qui sont des aspects centraux dans l'organisation d'une élection. Si la composition des OGE et les modes de nomination prévus dans les codes électoraux intègrent des acteurs politiques, le processus peut être considéré comme moins crédible. La professionnalisation des OGE doit aller de pair avec leur indépendance.

La causerie se termine par une période d'échange avec les participantes et participants faisant ressortir d'autres aspects propres à quelques OGE et États. Certaines OGE indiquent qu'elles ont créé des cellules de genre dans leur organisation pour favoriser les processus électoraux inclusifs. D'autres soulignent l'importance de renforcer l'impartialité des institutions ainsi que d'offrir de l'éducation et de la formation aux jeunes générations, qui sont trop souvent exclues, pour qu'elles puissent participer de façon active dans le processus. Les institutions internationales et régionales, ainsi que les réseaux et communautés de pratique, jouent aussi un rôle essentiel dans la promotion de la démocratie.

Au cours des dernières années, les mouvements populistes et les coups d'État ont souvent dépassé les capacités des organisations internationales et des OGE. Cette situation soulève des questions sociétales plus profondes. Dans ce contexte, les OGE peuvent faire partie des solutions institutionnelles. Ils peuvent miser sur la résilience, sur la transparence et sur la neutralité. La coopération entre les OGE contribue aussi à la professionnalisation de ces instances centrales du processus électoral.